

Déclaration gouvernementale
du Chancelier fédéral de la République fédérale d'Allemagne Olaf Scholz,
membre du Bundestag allemand,

« Résolument engagés pour la paix et la sécurité »

le 27 février 2022

Madame la Présidente,
Chères et chers collègues,
Chères concitoyennes et chers concitoyens,

Le 24 février 2022 marque un tournant historique dans l'existence de notre continent.

En attaquant l'Ukraine, le président russe Vladimir Poutine a déclenché sans ciller une guerre d'agression et ce, pour une seule raison : la liberté dont jouissent les Ukrainiennes et les Ukrainiens remet en cause son propre régime oppressif.

C'est bafouer la dignité humaine.
C'est contraire au droit international.
Rien ni personne ne saurait justifier un tel acte.

Les terribles images qui nous parviennent de Kiev, Kharkiv, Odessa et Marioupol dévoilent à quel point Vladimir Poutine est dénué de scrupules.
Cette injustice révoltante, la souffrance des Ukrainiennes et des Ukrainiens nous touchent toutes et tous de très près.

Je sais très bien quelles sont les questions que nos concitoyennes et nos concitoyens se posent ces temps-ci, le soir au dîner, quelles inquiétudes les tourmentent lorsqu'ils entendent les effroyables nouvelles de la guerre.

Nombre d'entre nous se souviennent encore des récits de nos parents ou de nos grands-parents qui nous parlaient de la guerre ; et, pour les plus jeunes, c'est à peine concevable : la guerre en Europe.

Nombre d'entre eux expriment leur effroi, dans tout le pays, notamment ici à Berlin.

Nous sommes à un tournant historique.

Et cela signifie que le monde de demain ne sera plus jamais comme le monde d'hier.

Au fond, la question est de savoir si le pouvoir peut transgresser le droit, si nous permettrons à Vladimir Poutine de remonter dans le temps, à l'époque des grandes puissances du XIX^e siècle, ou si nous aurons les moyens de fixer des limites à des fauteurs de guerre comme Vladimir Poutine.

Cela nécessite d'avoir soi-même de la force.

Oui, nous voulons et nous allons protéger notre liberté, notre démocratie et notre prospérité.

Madame la Présidente du Bundestag, je vous remercie de m'offrir l'opportunité de partager aujourd'hui avec vous, lors de cette session extraordinaire, les positions du gouvernement fédéral.

Je tiens également à remercier les présidents de tous les groupes parlementaires démocratiques de cette chambre pour le soutien apporté à la tenue de cette session.

Mesdames et Messieurs,

En s'attaquant à l'Ukraine, Vladimir Poutine ne cherche pas seulement à rayer un pays indépendant de la carte.

Il anéantit l'ordre de sécurité européen tel qu'il existait depuis sa définition, il y a près d'un demi-siècle, dans l'Acte final d'Helsinki.

Il se met également au ban de la communauté internationale toute entière.

Ces derniers jours, nos ambassades ont plaidé dans le monde entier, aux côtés de la France, pour que le Conseil de sécurité des Nations Unies qualifie l'agression russe de ce qu'elle est : une violation infâme du droit international. Le résultat de la réunion du Conseil de sécurité à New York montre que ces efforts ont été récompensés.

Les consultations ont révélé que nous sommes loin d'être les seuls à nous engager pour la paix. Nous poursuivrons ces efforts sans relâche.

Je suis particulièrement reconnaissant envers la ministre fédérale des Affaires étrangères Annalena Baerbock pour ce qu'elle a accompli sur place.

Ce n'est qu'en exerçant son droit de véto que Moscou, qui est malgré tout membre permanent du Conseil de sécurité, a pu empêcher de justesse sa propre condamnation.

Quelle honte !

Le président Vladimir Poutine n'a pourtant cessé d'invoquer le principe de l'indivisibilité de la sécurité. En réalité, il souhaite justement contraindre par la force des armes le découpage du continent pour revenir aux sphères d'influence notoires.

Ce n'est pas sans conséquences pour la sécurité en Europe.

En effet, une sécurité pérenne en Europe ne se fera pas en s'opposant à la Russie. Mais, à court terme, Vladimir Poutine met cette sécurité en péril. Cela doit être dit sans ambages.

C'est avec détermination et sang-froid que nous acceptons le défi qui se dresse devant nous aujourd'hui.

Cinq missions nous attendent à présent.

Premièrement, nous devons apporter notre soutien à l'Ukraine dans cette situation dramatique, comme nous l'avons fait dans une large mesure au cours des dernières semaines, des derniers mois et des dernières années.

Mais l'attaque perpétrée contre l'Ukraine nous propulse dans une nouvelle ère. À Kiev, Kharkiv, Odessa et Marioupol, ce n'est pas uniquement leur patrie que les habitants défendent. Ils se battent pour leur liberté, pour leur démocratie, pour des valeurs que nous partageons.

En tant que démocrates, en tant qu'Européennes et Européens, nous sommes à leurs côtés, du bon côté de l'Histoire.

Jeudi dernier, le président Vladimir Poutine a créé une nouvelle réalité en attaquant l'Ukraine. Cette nouvelle réalité exige une réponse claire.

Nous l'avons apportée : comme vous le savez, nous avons décidé hier que l'Allemagne fournirait des armes à l'Ukraine pour la défense du pays.

Il ne pouvait y avoir d'autre réponse face à l'agression de Vladimir Poutine.

Mesdames et Messieurs,

Notre deuxième mission consiste à agir pour détourner Vladimir Poutine de son cap, la guerre.

La guerre est une catastrophe pour l'Ukraine. Mais la guerre sera également une catastrophe pour la Russie.

Avec les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne, nous avons adopté une série de sanctions d'une ampleur sans précédent.

Nous bannissons les banques et entreprises publiques russes de tout financement.

Nous faisons barrage à l'exportation de technologies d'avenir vers la Russie.

Nous ciblons les oligarques et leurs placements financiers au sein de l'UE. Ces dispositions sont complétées par des mesures punitives à l'encontre de Vladimir Poutine et de membres de son entourage direct ainsi que par des restrictions concernant la délivrance de visas pour les officiels russes.

Et nous excluons de grandes banques russes du réseau de communication interbancaire SWIFT. C'est ce dont nous sommes convenus hier avec les chefs d'État et de gouvernement de l'UE et des plus grandes puissances économiques démocratiques.

Inutile de nous leurrer : Vladimir Poutine ne changera pas de cap du jour au lendemain.

Mais très bientôt, les dirigeants russes sentiront le prix élevé qu'ils ont à payer. Rien qu'au cours des sept derniers jours, les actions russes ont perdu 30 pour cent de leur valeur.

Cela montre que nos sanctions sont efficaces. Et nous nous réservons la possibilité d'édicter de nouvelles sanctions, sans écarter aucune possibilité.

Notre action reste guidée par la question suivante : quelles mesures toucheront le plus durement les responsables ? Ceux qui sont concernés et non le peuple russe !

C'est en effet Vladimir Poutine, et non le peuple russe, qui a pris la décision d'entrer en guerre. Il faut donc le dire haut et fort : cette guerre est la guerre de Vladimir Poutine.

Je tiens à souligner cette différence car la réconciliation entre Russes et Allemands après la Seconde Guerre mondiale est et demeure un chapitre essentiel de notre histoire commune.

Et je sais combien la situation actuelle est difficile à supporter, notamment pour les nombreux citoyens et citoyennes de notre pays qui sont nés en Ukraine ou en Russie.

Nous ne permettrons donc pas que ce conflit entre Vladimir Poutine et le monde libre vienne raviver d'anciennes blessures et engendrer de nouveaux déchirements.

Il est encore une chose encore qui ne doit être oubliée : dans de nombreuses villes de Russie, des citoyennes et des citoyens sont descendus ces derniers jours dans les rues pour manifester contre la guerre de Vladimir Poutine, au risque d'être arrêtés et sanctionnés.

Cela demande beaucoup de courage et de bravoure.

Aujourd'hui, l'Allemagne se tient aux côtés des Ukrainiennes et des Ukrainiens. Nos pensées et notre compassion s'adressent aujourd'hui aux victimes de la guerre d'agression russe.

Nous sommes tout autant aux côtés de toutes celles et ceux qui défient courageusement le régime de Vladimir Poutine en Russie et qui refusent la guerre qu'il mène en Ukraine. Nous le savons : ils sont nombreux.

Je tiens donc à leur dire à tous : n'abandonnez pas ! Je suis absolument certain que la liberté, la tolérance et les droits de l'homme triompheront également en Russie.

Mesdames et Messieurs,

Le troisième grand défi qui nous attend consiste à prévenir la propagation de la guerre de Vladimir Poutine à d'autres pays en Europe.

Cela signifie que nous sommes inconditionnellement attachés à notre devoir d'assistance mutuelle au sein de l'OTAN.

Je l'ai également assuré à nos alliés d'Europe centrale et orientale qui craignent pour leur sécurité.

Le président Vladimir Poutine ne devrait pas sous-estimer notre détermination à défendre chaque mètre carré du territoire de l'Alliance avec nos alliés.

Nous sommes absolument résolus. L'admission d'un pays dans l'OTAN s'accompagne de notre volonté, en tant que partenaires de l'Alliance, de défendre ce pays comme nous nous défendrions nous-mêmes.

La Bundeswehr a d'ores et déjà renforcé le soutien apporté aux partenaires de la partie orientale de l'Alliance et elle continuera sur cette voie.

Je remercie la ministre fédérale de la Défense pour ce signal fort.

En Lituanie, où nous dirigeons la force d'intervention de l'OTAN, nous avons renforcé nos troupes.

Nous avons prolongé et amplifié notre contribution à la mission de police du ciel en Roumanie.

Nous souhaitons participer à la mise en place d'une nouvelle unité de l'OTAN en Slovaquie.

Nos forces navales participent à la sécurisation de la mer du Nord, de la mer Baltique et de la mer Méditerranée en y envoyant des navires supplémentaires. Et nous sommes prêts à participer également à la défense de l'espace aérien de nos alliés d'Europe de l'Est avec des lance-missiles sol-air.

Nos soldats n'ont souvent eu que peu de temps au cours de ces derniers jours pour se préparer à de telles missions.

Vous serez sans aucun doute d'accord avec moi pour leur dire : merci !

Merci pour votre service essentiel, en particulier en ces jours difficiles.

Mesdames et Messieurs,

Face au tournant historique engagé par l'agression de Vladimir Poutine, notre principe est le suivant : tout ce qui est nécessaire pour garantir la paix en Europe sera mis en œuvre.

L'Allemagne y apportera sa propre contribution solidaire.

Il n'est toutefois pas suffisant d'affirmer aujourd'hui clairement et sans équivoque cette promesse car, pour ce faire, la Bundeswehr a besoin de nouvelles capacités renforcées.

Et me voici arrivé, Mesdames et Messieurs, à mon quatrième point.

Pour quiconque lit les écrits historicistes de Vladimir Poutine, pour quiconque a regardé à la télévision sa déclaration publique de guerre contre l'Ukraine ou pour quiconque s'est, comme moi il y a peu, entretenu directement avec lui pendant plusieurs heures, il n'est plus permis d'en douter : Vladimir Poutine souhaite bâtir un empire russe.

Il cherche à réorganiser fondamentalement les rapports en Europe selon sa vision et, pour cela, il n'hésite pas à recourir à la force armée.

Nous le voyons aujourd'hui en Ukraine.

Et nous devons donc nous demander : de quelles capacités la Russie de Vladimir Poutine dispose-t-elle et de quelles capacités avons-nous besoin pour affronter cette menace, aujourd'hui comme demain ?

Une chose est sûre : afin de pouvoir défendre notre liberté et notre démocratie, nous devons investir bien plus que nous ne l'avons fait jusqu'à présent dans la sécurité de notre pays.

Cela constitue un effort national d'envergure.

L'objectif est de disposer à terme d'une Bundeswehr performante, ultramoderne et dotée de technologies de pointe qui nous assure une protection fiable.

Il y a une semaine, je déclarais lors de la Conférence de Munich sur la sécurité : nous avons besoin d'avions qui volent, de navires qui peuvent prendre la mer, de soldats qui sont correctement équipés pour leurs missions.

Tel est l'enjeu et cela devrait être réalisable pour un pays de notre taille et de notre importance en Europe.

Mais ne nous berçons pas d'illusions : de meilleurs équipements, du matériel opérationnel moderne, davantage de personnel, tout cela coûte cher.

Nous allons pour ce faire mettre en place un « fonds spécial pour la Bundeswehr » et je suis très reconnaissant envers le ministre fédéral des Finances, Christian Lindner, pour son soutien.

Le budget fédéral 2022 dotera, à titre exceptionnel, ce fonds spécial d'un montant de 100 milliards d'euros. Cette somme sera employée pour réaliser les investissements nécessaires et faire avancer des projets d'armement.

Nous allons à partir de maintenant, d'année en année, investir plus de deux pour cent du produit intérieur brut dans notre défense.

Mesdames et Messieurs,

Je m'adresse ici à tous les groupes parlementaires du Bundestag allemand : inscrivons ce fonds spécial dans la Loi fondamentale.

Laissez-moi ajouter une chose : cet objectif, nous ne nous le fixons pas uniquement parce que nous nous sommes engagés auprès de nos amis et alliés à porter nos dépenses en matière de défense à deux pour cent de notre PIB d'ici 2024.

Nous le faisons également pour nous-mêmes, pour notre propre sécurité, tout en sachant pertinemment que les moyens de la Bundeswehr ne suffiront pas à circonscrire toutes les menaces futures.

Nous avons donc besoin d'une solide coopération au développement.

Nous allons ainsi renforcer notre résilience, d'un point de vue technique et social, notamment contre les cyberattaques et les campagnes de désinformation ou contre les attaques visant nos infrastructures sensibles et nos moyens de communication.

Et nous resterons à la pointe de la technologie.

C'est la raison pour laquelle j'accorde une si grande importance à la construction commune, ici en Europe, avec nos partenaires européens et en particulier avec la France, de la prochaine génération d'avions de combat et de chars. Ces projets sont pour nous une priorité absolue.

En attendant que les nouveaux avions soient opérationnels, nous contribuerons à développer l'Eurofighter ensemble.

Il est également positif que les contrats relatifs à l'Eurodrone aient enfin pu être signés cette semaine.

De même, nous accélérons l'acquisition du drone armé israélien de type Heron.

En ce qui concerne le partage nucléaire, nous acquerrons en temps voulu une alternative moderne aux chasseurs Tornado obsolètes. L'Eurofighter doit être optimisé pour la capacité de guerre électronique.

L'avion de combat F-35 est envisagé en tant qu'avion embarqué.

Et, pour conclure, Mesdames et Messieurs, nous redoublerons d'efforts pour garantir la continuité d'un approvisionnement énergétique sûr pour notre pays.

Le gouvernement fédéral a d'ores et déjà mis en place une mesure essentielle à cet effet.

Et nous allons nous réorienter afin de surmonter notre dépendance à l'importation vis-à-vis de quelques fournisseurs d'énergie individuels.

Les événements de ces derniers jours et de ces dernières semaines nous ont en effet montré une chose : une politique énergétique responsable et prévoyante est essentielle pour notre économie et notre climat, mais également pour notre sécurité.

Par conséquent, plus nous accélérerons le développement des énergies renouvelables, mieux nous nous porterons.

Et nous sommes en bonne voie. En tant que pays industrialisé, nous souhaitons parvenir à la neutralité carbone d'ici 2045.

En gardant cet objectif en ligne de mire, nous devons prendre d'importantes décisions, comme la mise en place de réserves de charbon et de gaz.

Nous avons décidé d'augmenter notre capacité de stockage de gaz naturel de deux milliards de mètres cubes par le biais d'options dites à long terme. En collaboration avec l'UE, nous acquerrons en outre des quantités supplémentaires de gaz naturel sur les marchés mondiaux.

Pour finir, nous avons décidé de faire rapidement construire deux terminaux méthaniers destinés à la réception de gaz naturel liquéfié, à Brunsbüttel et Wilhelmshaven.

Je remercie tout particulièrement le ministre fédéral de l'Économie, Robert Habeck, pour son travail.

Ce dont nous avons aujourd'hui besoin à court terme peut être combiné avec ce dont nous aurons dans tous les cas besoin à long terme pour réussir la transition.

Un terminal méthanier qui réceptionne aujourd'hui du GNL pourra également être utilisé demain pour la réception d'hydrogène vert.

Ce faisant, il est bien évident que nous ne perdons pas de vue les prix élevés de l'énergie.

La guerre de Vladimir Poutine les a dernièrement encore fait augmenter.

Nous avons donc préparé cette semaine une série de mesures prévoyant des allègements, dont la suppression, cette année encore, du prélèvement au titre de la loi sur la priorité aux énergies renouvelables (EEG), une augmentation du forfait navetteur, une allocation chauffage pour les personnes à faible revenu ainsi que des aides aux familles et des allègements fiscaux.

Le gouvernement fédéral mettra rapidement ces mesures en place.

Notre message est clair : nous n'abandonnons pas les citoyennes et les citoyens, ni les entreprises dans cette situation.

Mesdames et Messieurs,

Ce tournant historique touche non seulement notre pays, mais aussi l'Europe toute entière.

Et c'est là également à la fois un défi et une chance.

Un défi car il importe de renforcer la souveraineté de l'Union européenne de manière durable et pérenne.

Une chance car nous avons la possibilité de maintenir la cohésion dont nous avons su faire preuve ces derniers jours, par exemple avec la série de sanctions que nous avons instaurées.

Pour l'Allemagne comme pour tous les autres États membres de l'UE, cela signifie ne pas seulement demander ce que l'on peut obtenir à Bruxelles pour son propre pays, mais aussi quelle est la meilleure décision pour l'Union.

L'Europe est notre cadre d'action.

Ce n'est que lorsque nous l'aurons compris que nous parviendrons à relever les défis de notre époque.

Ce qui m'amène à mon cinquième et dernier point : la guerre déclarée par Vladimir Poutine marque une rupture, et cela concerne également notre politique extérieure.

User autant que possible de la diplomatie sans être naïf, cette ambition demeure d'actualité.

Mais ne pas être naïf, cela signifie également que nous ne parlerons pas pour le seul plaisir de parler.

Un véritable dialogue ne s'établira que si les deux parties y sont disposées.

Cette volonté fait manifestement défaut du côté de Vladimir Poutine, et ce n'est pas seulement le cas depuis quelques jours ou quelques semaines.

Qu'est-ce que cela signifie pour l'avenir ?

Nous ne refuserons pas le dialogue avec la Russie.

Même dans cette situation extrême, c'est à la diplomatie que revient le devoir de maintenir les canaux de discussion ouverts. Je considère que toute autre conduite est irresponsable.

Mesdames et Messieurs,

Nous savons quelles valeurs nous défendons, en particulier au regard de notre propre histoire.

Nous défendons la paix en Europe.

Nous ne nous résignerons jamais à l'usage de la violence comme instrument politique.

Nous prônerons toujours le règlement pacifique des conflits.

Et nous ne faiblirons pas tant que la paix ne sera pas assurée en Europe.

Nous ne sommes pas seuls dans cette entreprise, nous opérons de concert avec nos partenaires et nos alliés en Europe et à travers le monde.

Nos partenariats et nos alliances représentent notre plus grande force.

C'est à eux que nous devons la chance inouïe dont notre pays jouit depuis plus de 30 ans : celle de vivre dans un pays unifié, dans la prospérité et la paix avec nos voisins.

Si nous souhaitons que ces 30 dernières années ne soient pas une parenthèse dans l'histoire, nous ne devons pas ménager nos efforts pour garantir la cohésion au sein de l'Union européenne, la force de l'OTAN, pour intensifier encore les relations avec nos amis, nos partenaires et toutes celles et ceux qui partagent nos idées à travers le monde.

Je suis persuadé que nous y parviendrons. Nos partenaires et nous-mêmes n'avons en effet que rarement été aussi déterminés et aussi soudés.

Ce qui nous unit ces derniers jours, c'est que nous connaissons la force des démocraties libres.

Nous le savons bien, ce qui est porté par un large consensus politique et social résistera, même à ce tournant historique et au-delà.

Je vous remercie donc, ainsi que l'ensemble des groupes parlementaires du Bundestag ayant fermement condamné l'attaque perpétrée par la Russie contre l'Ukraine pour ce qu'elle est : une agression que rien ne saurait justifier, dirigée contre un pays indépendant et contre l'ordre de paix en Europe comme dans le monde.

La proposition de résolution déposée ce jour est explicite sur ce point.

Je remercie toutes celles et ceux qui lancent ces jours-ci des signaux contre la guerre de Vladimir Poutine et qui se rassemblent ici, à Berlin, ou ailleurs pour manifester de manière pacifique.

Et je remercie toutes celles et ceux qui s'engagent actuellement à nos côtés en faveur d'une Europe pacifique et juste, libre et ouverte.

Nous la défendrons.